



**INTERCO**

S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## PLANNING FAMILIAL : SUBVENTION MUNICIPALE SUPPRIMÉE Un maire RN s'attaque aux droits des femmes

À Paris  
11 juin 2026

Lors du conseil municipal du 5 juin, le maire de Carpentras (Vaucluse), Hervé de Lépinau, a annoncé la suppression de la subvention municipale accordée au Planning familial. Le motif avancé est sans ambiguïté : selon l'élu du Rassemblement national, l'association « ne cesse de taper sur le RN ». Il a donc décidé de lui retirer les 3 000 euros de soutien que lui versait la commune.

Cette décision est grave. Le Planning familial accompagne depuis plus de soixante ans les femmes et les familles dans l'accès à la contraception, à l'IVG, à l'information et à la prévention. En sanctionnant cette association pour des raisons idéologiques, c'est à des droits fondamentaux que s'attaque la municipalité.

Ne nous y trompons pas : lorsqu'un élu utilise son pouvoir pour sanctionner une association qui défend les droits sexuels et reproductifs, ce n'est pas seulement une subvention qui disparaît. C'est un signal envoyé à toutes celles et ceux qui œuvrent au quotidien pour l'émancipation, l'égalité et la liberté de choix des femmes.

Une fois de plus, les actes contredisent les discours. Alors que les dirigeants du Rassemblement national cherchent à se présenter comme des défenseurs des droits des femmes, certains de leurs élus s'en prennent concrètement aux structures qui permettent l'exercice de ces droits. Derrière les discours de façade, la réalité du pouvoir apparaît.

**« La CFDT Interco refuse que les droits des femmes deviennent des variables d'ajustement politique ou les victimes de règlements de comptes idéologiques. Les libertés individuelles, l'accès à la santé sexuelle et reproductive et le droit de disposer de son corps ne sont ni des privilèges ni des opinions : ce sont des droits »** affirme Marie Mennella, secrétaire générale de la fédération CFDT Interco.

La CFDT est en état de vigilance maximale. Nous ne laisserons pas remettre en cause des conquêtes sociales et démocratiques qui ont demandé des décennies de combats.

Face aux faux-semblants et aux discours de façade, les responsables politiques sont jugés sur leurs actes. À Carpentras, les actes parlent d'eux-mêmes.

### SERVICE DE PRESSE

Tél : 01 56 41 52 52  
mmennella@interco.cfdt.fr

Marie Mennella  
Secrétaire générale